

Les Canadiens comprennent, de façon générale, qu'ils doivent devenir plus concurrentiels. Le sentiment qu'il fallait procéder à un changement est l'une des raisons pour lesquelles notre gouvernement a reçu un mandat national aussi impressionnant. Comme je l'ai mentionné plus tôt, nous continuons de solliciter les vues des Canadiens quant aux façons les plus efficaces d'opérer ce changement, y compris la possibilité de transformer fondamentalement la structure de nos relations avec les États-Unis.

Ce n'est toutefois là qu'un des éléments de la gestion du réseau complexe d'échanges qui caractérise la relation entre le Canada et les États-Unis. À cela est venu s'ajouter le changement radical d'attitudes que le nouveau gouvernement a introduit dans la gestion de nos relations. Il recherche la compréhension, une certaine dose de confiance et l'acceptation incontestée du fait que les intérêts mutuels doivent être pris en compte et appuyés comme il se doit.

La rencontre de Québec la semaine dernière a été l'aboutissement d'un processus qui a été proposé aux Canadiens tout au cours de l'été et qui a été avalisé le jour des élections. Ce processus est basé sur la pleine connaissance du fait que nos deux pays rencontreront toujours des différences importantes ainsi que certains problèmes difficiles. Mais nous croyons, pour reprendre les paroles du président Ford, que nous pouvons être en désaccord sans pour autant être désagréables.

Les questions internationales les plus urgentes de l'heure sont d'ordre économique, et les premières à l'ordre du jour concernent le commerce. Une réunion de l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.) est prévu au début d'avril, un sommet économique au début de mai ainsi que des discussions actives et permanentes sur les options touchant le commerce canado-américain. Je suis particulièrement heureux des résultats qui ont été obtenus à Québec. La Déclaration de Québec sur le commerce reflète le solide engagement personnel du premier ministre et du président de créer un environnement plus sûr et plus prévisible. Les deux dirigeants se sont spécifiquement engagés à arrêter le protectionnisme dans le commerce transfrontalier des biens et des services. Les deux pays ont également convenu d'adopter des mesures pour élargir l'accès à leurs marchés réciproques. Un programme a été lancé pour rechercher des moyens de faciliter et d'accroître non seulement le commerce, mais aussi l'investissement.

Tout aussi important a été l'engagement ferme et net de collaboration, pris par les deux pays, pour assurer un meilleur fonctionnement du système commercial multilatéral ouvert, ainsi que renforcer et améliorer les règles touchant le commerce international. Le Canada a été l'un des grands architectes du système économique multilatéral, et ce système reste l'une des pierres d'angle de notre politique extérieure.

Il est évident que les partenaires du Sommet ne s'entendent pas sur la source de la persistance du malaise économique international. Les taux de change, les politiques macro-économiques et le projet de lancement d'une nouvelle série de négociations commerciales multilatérales sont les grandes questions de l'heure, et le Canada s'efforcera d'obtenir un consensus à Bonn.

L'un des grands objectifs du Canada sera d'obtenir l'engagement de lancer une nouvelle série de négociations commerciales multilatérales au début de 1986 de sorte à mettre l'accent sur la nécessité d'arrêter